

## En quoi la grève chez TOTAL concerne les personnels techniques territoriaux et d'état ?

**N**ous l'avons expliqué lors d'un précédent N° de Régions Atos : les ressources nécessaires au financement de nos emplois, de nos salaires, de nos retraites, de nos conditions de travail et de vie, dépendent des richesses créées par le secteur industriel. On vend et on achète<sup>(1)</sup> ce qu'on produit et c'est sur la répartition des richesses créées qu'on peut distribuer les crédits des services publics dont nous faisons partie.

Tout d'abord dès à présent, les moyens existent pour garantir les acquis, mais il s'agit que soient réparties différemment les ressources. Il s'agit de choix politiques. Pour illustrer cela, les résultats du CAC 40<sup>(2)</sup> sont évidents : sur les 49 milliards d'€ de bénéfices du CAC 40, 35 milliards vont être réservés aux actionnaires. C'est dire que la part réservée aux salariés et à l'investissement producteur de richesses ne peut qu'être réduite par ces choix actuels.

Dans ces 40 entreprises il y a TOTAL. Le chiffre net de TOTAL est de 8400 millions d'euros. Malgré la crise, la valeur de l'action n'a pas diminué dans cette période. Et son grand projet est de délocaliser le raffinage vers les pays producteurs de pétrole : une opération au détriment de l'emploi en France, du produit qui revient au financement de l'Etat et au détriment de la maîtrise des ressources en énergie alimentant les capacités productrices de l'industrie. Une preuve de la grande maturité des salariés de Total est leur grève générale sur tous les sites de raffinage qui a menacé l'approvisionnement et contraint la direction à annuler provisoirement les délocalisations. Mais Total revient déjà sur une partie de ses promesses ce qui provoque l'annonce de nouvelles actions syndicales pour défendre le raffinage et les emplois<sup>(3)</sup>.

C'est donc des luttes communes et simultanées et aussi sur le long terme qui sont à même de faire plier l'équipe au pouvoir et les multinationales dont elle défend les intérêts égoïstes. Et c'est bien la question qu'ont posée les derniers congrès de la FSU et de la CGT mettant l'unité d'action syndicale sur des objectifs communs en avant de leurs travaux.

Dans "Economie et Politique" de février 2010, Marcel Brissaud du Snesup-FSU note à propos des retraites : "Une seule question est posée [dans le rapport du COR], comment faire pour que la "cotisation" versée par l'Etat pour les fonctionnaires

soit ramenée au niveau de celle des patrons du privé, moins élevée... L'Etat pourrait réduire son versement de 1/3 en 10 ans...".

Dans la même revue on peut lire : "L'Etat supprime des milliers d'emplois et les collectivités doivent faire de même et nous allons les y accompagner", c'est en substance ce qu'a fait passer Nicolas Sarkozy lors de la présentation de la réforme territoriale à Saint Dizier... Seul l'Etat peut présenter un budget en déficit ce qui ne sera pas possible aux collectivités avec la tutelle de l'Etat et du préfet. Ceci pour "faire contribuer les collectivités à l'effort de réduction des déficits publics". Les auteurs chiffrent la réforme concernant la taxe professionnelle

au passage de la répartition, ratio d'environ 50/50 entre la charge des ménages et les entreprises à 75/25 au détriment des ménages, soit un quart de plus au détriment des ménages...

Il faut donc mesurer d'une part ce que le pouvoir veut poursuivre en matière de ce qu'il appelle ses "réformes", et d'autre part le besoin de rassemblement dans les luttes syndicales, leurs liens avec les décisions d'ordre politique, les revendications

et le contenu des solutions à apporter à la crise. De la qualité du contenu dépend le résultat du rassemblement et des actions des salariés.

**Pierrot Assante**

(1)De plus ce n'est pas la vente et l'achat qui créent la valeur, mais le travail incorporé dans la marchandise

(2)Le CAC40 représente les 40 plus grands groupes industrialo-financiers cotés en bourse en France.

(3)C'est une solidarité des salariés qui s'étend au-delà des frontières. Les délocalisations ne se font pas au profit des salariés d'ici et d'ailleurs...

